

## Burundi : Amnesty dénonce l'intimidation des adversaires du pouvoir

@rib News, 29/07/2014 â€“ Source AFP Le parti au pouvoir au Burundi mÃƒne une "campagne incessante d'intimidation" contre l'opposition et les voix critiques Ã l'approche de la prÃ©sidentielle de juin 2015, a dÃ©noncÃ© Amnesty International dans un rapport publiÃ© mardi. "La rÃ©pression orchestrÃ©e par le gouvernement contre la libertÃ© d'expression et de rÃ©union pacifique a de graves rÃ©percussions sur les droits humains dans la perspective des Ã©lections de l'annÃ©e prochaine", a estimÃ© Tom Gibson, chercheur sur le Burundi Ã Amnesty.

La communautÃ© internationale, ONU en tÃªte, s'inquiÃ©te depuis plusieurs mois d'une montÃ©e de la tension, sur fond de violences politiques et d'entraves aux libertÃ©s, Ã l'approche des Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2015 dans ce petit pays des Grands-Lacs sorti en 2006 de treize ans de guerre civile. Le prÃ©sident Pierre Nkurunziza semble dÃ©cidÃ© Ã briguer un troisiÃ©me mandat, bien que, selon ses opposants, la Constitution l'en empÃªche. Amnesty s'inquiÃ©te notamment "d'une nette hausse de la violence politique" attribuÃ©e aux Imbonerakure, les membres de la ligue de jeunesse du CNDD-FDD - parti au pouvoir du prÃ©sident Nkurunziza -, dont les agissements ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© dÃ©noncÃ©s par l'ONU, des diplomates et ONG. "Les Imbonerakure entretiennent des liens Ã©troits avec les services de sÃ©curitÃ© et se rendent responsables d'atteintes aux droits humains, en toute impunitÃ©", notamment "des actes d'intimidation, de harcÃ©lement de violence", parfois mortelle, contre l'opposition, accuse Tom Gibson. Un responsable onusien estime Ã environ 20.000 le nombre d'Imbonerakure. Une note confidentielle de l'ONU, publiÃ©e dans les mÃ©dias locaux, a fait Ã©tat rÃ©cemment de distribution d'armes aux Imbonerakure par le pouvoir, qui a fermement dÃ©menti. "Les partis d'opposition et la sociÃ©tÃ© civile se voient interdire d'organiser des rÃ©unions publiques ou des manifestations", poursuit Amnesty, affirmant qu'une loi sur la presse et un projet lÃ©gislatif sur les associations non lucratives "font peser une menace supplÃ©mentaire sur la libertÃ© d'expression et de rassemblement pacifique". En mars, la justice a condamnÃ© 21 militants d'un parti d'opposition Ã la perpÃ©tuitÃ© et 24 Ã cinq et dix ans de prison pour "insurrection", aprÃ©s de violents affrontements avec la police qui avait empÃªchÃ© un rassemblement. Le prÃ©sident de la principale organisation de dÃ©fense des droits de l'homme du Burundi, Pierre-Claver Mbonimpa, est de son cÃ´tÃ© Ã©crouÃ© depuis mai pour "atteinte la sÃ©retÃ© de l'Etat". L'histoire du Burundi est jalonnÃ©e de massacres ethniques et le pays a connu une meurtriÃ©re guerre civile entre 1993 et 2006. Lire l'intÃ©gralitÃ© du Rapport : Burundi - le verrouillage. Lorsque l'espace politique se rÃ©trÃ©cit